

En Allemagne et en Autriche, le Linky est sévèrement bridé

La France n'est pas le seul pays européen où le compteur communicant rencontre des résistances. En Autriche, les citoyens réclament d'avoir le choix, en Allemagne, les autorités s'inquiètent des vulnérabilités du système. Et le déploiement de ces compteurs est limité et très contrôlé.

□ Cet article est le quatrième d'une enquête en cinq volets que Reporterre consacre au compteur Linky. Les jours précédents, nous avons publié "Le passage en force de Linky suscite la révolte", "Linky, le compteur qui observe la vie privée des gens" et "Linky dangereux pour la santé ? Des craintes infondées".



Berlin (Allemagne), correspondance - Le réseau d'électricité de Vienne, Wiener Netze, l'annonce fièrement : il se prépare à

"l'opération la plus importante et la plus innovante de son histoire", selon son directeur, Hermann Nebel.

C'est même

"le plus grand échange de compteurs de tout l'espace germanophone".

À la fin de l'année, Wiener Netze doit lancer l'installation de compteurs électriques communicants (dits "intelligents"), dans les 900.000 foyers de la capitale autrichienne. Pas moins de cinq cents techniciens et ingénieurs sont mobilisés.

Pourtant, l'opération aurait dû s'achever initialement... l'année dernière. L'Autriche avait en effet pour ambition d'être un pionnier de la technologie, présentée comme une pierre angulaire de sa transition énergétique. L'objectif était d'équiper 80 % des foyers du pays fin 2017. En réalité, seuls 8,5 % d'entre eux ont échangé leurs compteurs, et pas un seul à Vienne.

Annoncée en grande pompe par le gouvernement autrichien, la campagne de remplacement des compteurs s'est embourbée dans des questions juridiques et techniques, notamment sur la sécurité des données. Elle s'est heurtée à la vive résistance d'un certain nombre d'Autrichiens, hostiles à ces nouveaux compteurs jugés trop intrusifs, qui communiquent à intervalles réguliers la consommation d'électricité du foyer au fournisseur. Pétitions, appels au boycott, manifestations : le mouvement, relayé par le puissant syndicat Arbeiterkammer, a fini par obtenir des concessions de la part des pouvoirs publics.

"Ce que nous voulons, c'est une vraie liberté de choix, c'est-à-dire pouvoir conserver l'ancien compteur"

Les droits des consommateurs ont été renforcés : il est désormais possible de refuser la transmission automatique des données. La fonction "intelligente" des compteurs est donc désactivée, le relevé se fait une fois par an, comme avant.

Une autre revendication a été prise en compte : la possibilité de désactiver la fonction de coupure du courant à distance, considérée par certains experts en sécurité informatique comme une "porte d'entrée pour les hackers". À Vienne, Wiener Netze s'attend à un taux de désactivation

"un peu plus élevé que dans les autres régions d'Autriche, où il ne concerne que 1 à 2 % des foyers équipés", selon Hermann Nebel.

Si l'Arbeiterkammer s'est félicité de ce compromis, d'autres opposants le jugent insuffisant.

"La désactivation n'est pas une solution", affirme Fritz Loindl, porte-parole du réseau Stop Smart Meter. "Ce que nous voulons, c'est une vraie liberté de choix, c'est-à-dire pouvoir conserver l'ancien compteur."



Quelques modèles de compteurs "intelligents" déployés en Autriche.

Si, en Autriche, le déploiement complet des compteurs électroniques, prévu dans une directive européenne de 2009, a été repoussé de trois ans par le gouvernement, en Allemagne, il n'a même pas commencé, hormis quelques expérimentations locales.

Cette fois, la résistance ne vient pas des citoyens, mais des autorités elles-mêmes.

Le marché allemand de l'électricité est le plus important d'Europe, mais c'est aussi l'un des plus complexes.

Si la France ne compte qu'un seul réseau de transport d'électricité — RTE — et un réseau principal de distribution — Enedis (ex-ERDF) —, on compte bien plus d'acteurs outre-Rhin : près de 900 entreprises de distribution et quatre gestionnaires de réseau, ce qui rend toute réforme du marché plus difficile à mettre en œuvre... et plus coûteuse.

En 2013, des experts mandatés par le ministère fédéral de l'Économie ont évalué le coût de l'objectif fixé par l'Union européenne de 80 % des foyers équipés d'ici 2020. Leur conclusion est sans détour :

"Le scénario préconisé n'est ni viable économiquement ni réalisable en Allemagne", explique l'étude¹.

"Cela conduirait à une hausse des coûts disproportionnée pour une grande partie des clients, y compris pour ceux qui ont une faible consommation."

Pour compenser l'investissement, évalué à 20,8 milliards d'euros — contre 5 milliards en France —, chaque foyer nouvellement équipé devrait payer 89 euros supplémentaires par an, d'après les calculs des experts.

¹ <https://www.bmwi.de/Redaktion/EN/Publikationen/cost-benefit-analysis-for-the-comprehensive-use-of-smart-metering-systems.html>

Assurer la protection de la vie privée et empêcher d'éventuelles cyberattaques

Face à ce constat, l'Allemagne a fait le choix d'un déploiement limité. La loi de "digitalisation de la transition énergétique"², votée en 2016, ne concerne que les plus gros clients : les entreprises et foyers qui consomment plus de 10.000 KW/h (kilowatt-heure) par an ont l'obligation d'être équipés depuis 2017. Ceux qui consomment plus de 6.000 KW/h, à partir de 2020. Pour tous les autres, soit l'essentiel des foyers allemands, l'installation d'un compteur communicant reste optionnelle. D'ici 2032, chaque foyer doit cependant renouveler son équipement afin de moderniser et harmoniser le réseau.

Mais la loi tarde à être appliquée. Pas un seul des clients concernés par l'obligation n'a été équipé depuis 2017. Et pour cause : il n'y a pas de compteur intelligent disponible sur le marché. Neuf appareils — dont celui de l'entreprise *Landis & Gyr*, qui fabrique certains compteurs *Linky* installés en France — ont été soumis à l'homologation des autorités allemandes, mais aucun ne l'a pour l'instant obtenue³.

Comment l'expliquer ? Selon la presse allemande, l'autorité compétente, l'Agence fédérale de sécurité des techniques de l'information (BSI), a déterminé des normes très exigeantes pour assurer la protection de la vie privée et empêcher d'éventuelles cyber-attaques via le "gateway", la passerelle sans-fil qui permet la transmission des données. Est-ce à dire que l'Allemagne se soucie plus de la protection des données que la France ? Le porte-parole de l'agence refuse de donner plus de détails "pour des raisons de confidentialité".

☐ Suite de notre enquête mercredi

Source : Violette Bonnebas pour Reporterre

Dessin : © Tommy/Reporterre

Photo :

. compteurs : Le réseau autrichien *Stop Smart Meter*

² <https://www.bmwi.de/Redaktion/DE/Downloads/Gesetz/gesetz-zur-digitalisierung-der-energiewende.html>

³ https://www.bsi.bund.de/DE/Themen/DigitaleGesellschaft/SmartMeter/SmartMeterGateway/Zertifikate24MsbG/zertifikate24MsbG_node.html